



## **EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS** *de la Communauté d'agglomération du Libournais*

### **ARRETE N° 2021 – 734**

#### **PORTANT PRESCRIPTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LIBOURNE**

Le Président de la communauté d'agglomération,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 30 septembre 2020 décidant d'engager la modification du plan local d'urbanisme ;

Vu la décision n° E21000103/ 33 en date du 12 octobre 2021 de la présidente du tribunal administratif de Bordeaux désignant M. BETBEDER Henri, Ingénieur Territorial retraité, en qualité de commissaire enquêteur titulaire chargé de conduire l'enquête publique relative à la modification du PLU de la commune de Libourne;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête ;

#### **ARRETE**

##### **ARTICLE 1 :**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du P.L.U. de la commune de Libourne pour une durée de 32 jours consécutifs à compter du 8 novembre 2021 jusqu'au 9 décembre 2021 inclus,

Le projet de modification porte sur les points suivants :

- rendre opérationnelle à court terme l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Monsabert, dans le respect des objectifs de la politique de l'habitat,
- faire évoluer le règlement du PLU pour l'adapter à la pratique de l'instruction des autorisations d'urbanisme, des projets de constructions des habitants et de développement de la collectivité.
- Ce projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas du projet à l'autorité environnementale.

##### **ARTICLE 2 :**

Au terme de cette enquête, le conseil communautaire approuvera la modification du PLU, éventuellement modifiée suite aux avis des personnes publiques associées, au rapport et avis du commissaire enquêteur et aux décisions de la commission urbanisme.

##### **ARTICLE 3 :**

Afin de conduire l'enquête publique, la présidente du tribunal administratif de Bordeaux a désigné M. BETBEDER Henri, Ingénieur Territorial en retraite, en qualité de commissaire-enquêteur.

##### **ARTICLE 4 :**

Le dossier complet du projet de modification du PLU et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir le :  
 Au siège de la Cali, 42 rue Jules Ferry 33500 LIBOURNE :

^ Du lundi au vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

A la Mairie de Libourne (42 place Abel Surchamp 33500 Libourne) :

^ Du lundi au vendredi : 8h30-12h30 et 13h15-17h10

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la communauté d'Agglomération à l'adresse suivante : [www.lacali.fr/actualités-de-la-cali](http://www.lacali.fr/actualités-de-la-cali)

Chacun pourra ainsi prendre connaissance du dossier de modification et consigner ses observations, soit :

- ^ sur les registres d'enquêtes ;
- ^ les adresser par écrit à Monsieur le commissaire-enquêteur à la Communauté d'agglomération du Libournais, 33 avenue de la gare 33870 VAYRES;
- ^ les adresser par courrier électronique, avec la mention en objet « courrier à l'attention du commissaire enquêteur pour le projet de modification du PLU de Libourne », à l'adresse e-mail suivante : [enquetepublique@lacali.fr](mailto:enquetepublique@lacali.fr).

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne pourra :

- demander des informations ;
  - obtenir, sur sa demande et à ses frais, communication du dossier d'enquête publique ;
- auprès de M. le Président de la Cali, 42 rue Jules Ferry 33500 LIBOURNE.

#### ARTICLE 5 :

Le commissaire-enquêteur recevra le public dans les locaux de la mairie de Libourne aux jours et heures suivants :

- ^ **Lundi 8 novembre 2021 de 10 heures à 12 heures**
- ^ **Mardi 16 novembre 2021 de 10 heures à 12 heures**
- ^ **Mercredi 24 novembre 2021 de 14heures30 à 17 heures**
- ^ **Mercredi 1er décembre 2021 de 14heures30 à 17 heures**
- ^ **Jeudi 9 décembre 2021 de 14heures30 à 17 heures**

#### ARTICLE 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération et en mairie sera mis à disposition du commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur dressera dans les 8 jours après clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations et le remettra au président de la communauté d'agglomération, responsable du projet.

Le président de la communauté d'agglomération disposera de 15 jours à date de la remise de ce procès-verbal pour produire les observations éventuelles de la commune en réponse.

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête, soit au plus tard le 9 janvier 2022, pour transmettre au président de la communauté d'agglomération le dossier d'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions et avis motivés. Un délai pourra être accordé au commissaire-enquêteur, sur sa demande motivée.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

#### ARTICLE 7 :

A partir de la remise du rapport et des conclusions, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur au siège de la communauté d'agglomération et en mairie de Libourne durant les heures d'ouverture, à savoir le :

Au siège de la Cali, 42 rue Jules Ferry 33500 LIBOURNE :

^ Du lundi au vendredi : de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

A la Mairie de Libourne (42 place Abel Surchamp 33500 Libourne) :

^ Du lundi au vendredi : 8h30-12h30 et 13h15-17h10

Ces documents seront consultables pendant un an à partir de la clôture de l'enquête publique.

**ARTICLE 8 :**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la communauté d'agglomération et en mairie pour l'information du public et à proximité des lieux concernés par le projet de modification du PLU, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il respectera l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement, à savoir :

« les affiches mentionnées au III de l'article R 123-11 mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. »

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat du président de la communauté d'agglomération et du maire.

Cet avis au public sera également consultable, le cas échéant, sur le site internet de la communauté d'agglomération. ([www.lacali.fr](http://www.lacali.fr))

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

**ARTICLE 9 :**

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au service d'urbanisme de la préfecture du département de la Gironde où le public pourra les consulter, ainsi qu'au siège de la communauté d'agglomération et en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le président de la communauté d'agglomération publie le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

**ARTICLE 10 :**

Monsieur BETBEDER Henri, commissaire-enquêteur, et le président de la communauté d'agglomération du Libournais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 11 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressé à Monsieur le Sous-Préfet de Libourne ; Monsieur la présidente du tribunal administratif de Bordeaux ; Monsieur le commissaire enquêteur.

Fait à Libourne

Le 21 octobre 2021

Le Président de la CALL,  
Philippe BUISSON

